



Groupe de réflexion Post-Covid-19

Publication n° 3

Entretien avec Emmanuel Dupuy, Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (ISPE)

1. La fin janvier et début février s'est passée calme. Mais, après la propagation du COVID-19 en Italie et en Corée du Sud la situation a changé. Depuis tous devient dangereux. Quelles sont les raisons de la propagation de la maladie mondialement ? Qu'en pensez-vous ? On voit qu'à cause de la pandémie COVID-19 la situation économique mondiale est en chute. Est ce qu'il y aura des conséquences géopolitiques et géo-économiques du COVID-19 ?

Il y a aura, bien évidemment, un avant et un après la pandémie du Coronavirus. Aucune région du monde n'est épargnée. La crise aura des graves répercussions de nature diverse, qui viendront nous frapper par vagues successives et parfois simultanément.

A la crise sanitaire qui devrait voir plusieurs centaines de milliers de morts s'ajouter aux quelques 850 000 personnes affectées parmi lesquelles 40 000 ont trouvé la mort (à ce jour, début avril), s'ajoutera une gravissime récession économique. L'on estime ainsi que la croissance mondiale devrait être affectée à hauteur de 2,1 points de réduction de croissance mondiale, voire de 2,5 à 5 points au niveau européen, comme est venue le rappeler la présidente de la Banque centrale européenne (BCE) Christine Lagarde. Le PIB des 19 états appartenant à l'Eurozone devrait ainsi chuter de 24% (au cours du second semestre 2020).

Dans un siècle quand on se penchera sur cette triste période, on en conclura que l'Europe s'est suicidé sciemment économiquement et diplomatiquement et que la Chine et les Etats-Unis, en ont profité pour installer une dualité dans la gestion des affaires internationales.

Le recours au rachat massif des bons du trésor autorisé par la FED pour un montant de 500 milliards de dollars témoigne de l'inévitable gestion ChinAmerica de la crise du Covid-19.

De facto, cette crise annonce la mort cérébrale d'une forme de multilatéralisme débridé et sans suffisamment de contrôle et de régulation. Les téléconférences du G7 et du G20 n'ont pas été très concluantes et auront réussi à mettre à nue une césure de plus évidente entre les Etats-Unis et l'UE. En réponse, si l'Europe si elle n'est pas solidaire, elle ne sera plus !

La « dé-occidentalisation » des relations internationales est désormais installée. Jacques Attali ne dit pas autre chose quand il appelle de ses vœux, un « gouvernement mondial » capable de faire front à des crises d'ampleur équivalente pour répondre à l'avenir à des crises qui nécessitent davantage de coordination multilatérale et de coopération régionale. Vladimir Poutine, appelle, quant à lui, à la tenue, de manière régulière des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies (USA, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France).

D'autres incitent à élargir au G30, la régulation économique et diplomatique qui se fait actuellement péniblement au niveau du G7, alors que ni la Russie, ni l'Inde et la Chine n'y siègent et pas davantage au sein du G20, insuffisamment inclusif des nouvelles nations émergentes, notamment celles d'Asie centrale (Kazakhstan et Ouzbékistan).

Dans cette période particulièrement anxiogène et incertaine, de nouvelles formes de solidarités émergent. Les Turcs, avant de déclarer la nationalisation de la production de masques, en ont livrés aux Italiens. Les Russes, Chinois et Cubains viennent aussi en aide à l'Europe, et

notamment à l'Italie, démontrant le hiatus grandissant entre une UE incantatoire et des partenaires géopolitiques plus prompts à répondre à l'appel de détresse de Rome.

Ainsi, le 14 mars, un avion de la Croix-Rouge chinoise se posait à Rome, avec à son bord médecins, respirateurs pulmonaires, masques et combinaison de protection, et kits de tests. Le 22 mars, Russes et Cubains suivaient. Cette réalité géopolitique d'un Occident en déclin, de relations transatlantiques refroidies, et de puissances communicantes désireuses de redorer leur blason doit nous amener à nous interroger sur notre vision de l'ordre international et de la coopération européenne.

2. Il faut changer les systèmes politiques des pays dans leurs affaires intérieures, leurs façons de gouverner, dans les affaires sociales ? Quelles leçons devrait-on retenir ? Comment imaginez-vous la situation géopolitique et la vie sociale dans le monde ? Cette situation peut renforcer l'intégration ou au contraire ? Quelle sera, in fine, le destin l'Union Européen ?

En se penchant sur cette singulière période, où plus de la moitié de l'humanité est désormais confinée, force est de constater, que la pandémie du COVID-19 met en exergue les principales faiblesses de nos sociétés occidentales (individualisme forcené, absence d'intérêt général, incapacité à anticiper les risques, manque de coordination administrative, lente dissolution de l'Etat et de la puissance publique, mort clinique de l'UE, incapable de répondre, avec efficacité, empathie et rapidité, à l'appel de détresse de l'Italie, faible investissements dans la technologie et refus d'utiliser l'IA pour diagnostiquer les cas de personnes atteintes...).

Nous vivons, certes, aujourd'hui dans un monde hyper globalisé, mais insuffisamment régulé et en manque de solidarité collective ; la crise du coronavirus en est un des symptômes les plus patents. Bertrand Badie a certes eu raison, sur les ondes de France Inter il y a quelques jours, de rappeler qu' « *il n'y a d'intérêt que collectif, de bien que commun* », mais il aurait dû ajouter que cette crise, sans égale, dans son ampleur, aura singulièrement remis la puissance publique en avant et aura rappelé la prégnance de l'Etat à faire face à ce type de crise globale.

L'interdépendance devient alors facteur de faiblesse lorsqu'un dangereux virus se déplace par-delà les frontières, mais elle peut devenir facteur de force, si nous acceptons de coopérer et de nous entraider. Force est néanmoins de constater que l'échec du Conseil européen de cette semaine, par manque de solidarité financière avec l'Italie, confirme qu'en absence d'une gouvernance globale plus équilibrée et d'une solidarité plus empathique, le multilatéralisme aura vécu.

L'Union européenne, aujourd'hui à la peine et incapable de parler d'une seule voix, doit se transcender en ces temps de crise exceptionnelle. Elle doit être, unie et efficace, surtout, elle doit se donner les moyens de devenir ce qu'elle ambitionne d'être : un exemple de gouvernance plus globale, et plus solidaire, sinon elle ne sera plus.

3. Vous êtes venus en Ouzbékistan de nombreuses fois. Je pense que vous êtes au courant des informations concernant l'Ouzbékistan. Le pays est aussi touché par cette épidémie. On recense 133 cas pour deux décès déclarés. Sept personnes sont d'ores et déjà guéris. Qu'en pensez-vous ? L'Ouzbékistan peut-elle gagner cette « guerre », si on peut dire qu'il s'agit bien d'une guerre, contre cette maladie grave ? Cela

ralentit les réformes qui ont été initiées par le nouveau gouvernement, dans un contexte de fragile prise de conscience de la nécessaire solidarité régionale ?

L'Ouzbékistan et ses quatre voisins centro-asiatiques (Kazakhstan, Turkménistan, Tadjikistan, Kirghizistan) devront faire face à la fois seuls et unis à cette crise de nature, ampleur et longueur exceptionnelle.

La crise d'aujourd'hui sera donc pire que celle de 1929 et bien pire que celle de 2008.

Au-delà de cette actualité mortifère qui touche à son tour l'Ouzbékistan, si tragique soit-elle, il existe des raisons objectives pour estimer que la coopération et l'intégration régionale sont des solutions pérennes et légitimes pour anticiper les réponses et les moyens à mettre en exergue pour les futures crises que le pays pourrait affronter.

D'évidence, la réponse à la rapide circulation du Covid-19 réside dans plus et mieux de partenariats entre voisins, partageant un même héritage post-soviétique, marqué par le principe de la souveraineté nationale recouvrée. En effet, la lente maturation de la construction de ces nouveaux états indépendants avait débuté avant la chute de l'URSS et s'est renforcé par l'adoption de constitutions, bases d'un nouveau contrat social propre, largement inspiré des restes administratifs du « centralisme démocratique » mais intégrant néanmoins des traditions politiques et socio-économiques pré-soviétiques, entre 1992 et 1995.

Presque trente ans après la fin de l'URSS et de la guerre froide où coexistaient deux blocs dans un équilibre plus ou moins prévisible, le monde est entré dans une phase paradoxale à la fois de mondialisation accrue et de pluri-centralité pour ne pas dire multipolarité, terme trop flou pour refléter la situation actuelle. Nous n'avons pas attendu la pandémie mondiale pour comprendre qu'il est devenu à la fois instable et imprévisible, fragile et interdépendant.

Ainsi, les défis auxquels, l'Ouzbékistan, doit faire face, outre ceux qui nous occupent depuis janvier 2020, n'en sont pas moins majeurs : le changement climatique, l'épuisement des énergies renouvelables, le repli xénophobe et nationaliste (qui va s'exacerber dans les conditions actuelles), la réalité d'une forte identité religieuse confrontée, comme ailleurs, à des formes de radicalisation et d'affirmation d'un « Islam politique » prosélyte, l'importance du défi démographique et les politiques publiques pour y répondre, l'usage du terrorisme comme mode d'action politique ou de désespérance sociale, ainsi que ses interconnexions avec la question du narco-traffique, qui constituent autant de phénomènes aggravant des fragilités sociales que la pandémie va contribuer à mettre en exergue en Ouzbékistan comme dans la région de l'Asie centrale, plus largement.

Faiblement développée, peu peuplée, peu ou mal dotée en infrastructures, traversée de tensions intérieures ethniques, instrumentalisée par divers courants religieux, la région de l'Asie centrale n'existe qu'à travers les acteurs périphériques qui l'entourent (Russie, Chine, Inde) ou qui la structurent au niveau économique (Etats-Unis et Europe).

Des « pleins » représentés désormais par les trois principales puissances mondiales que sont les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Se joue, ainsi, sur fond de pandémie, un nouvel affrontement géopolitique, mettant aux prises les intérêts à la fois économiques, culturels et stratégiques des trois seuls Etats capables de structurer autour d'eux un espace régional.

Interview réalisée par Jakhongir Ostonov.